

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Appel de la Gauche et des écologistes de Seine Maritime

- 60 ans, pas un an de plus, pas un euro de moins ! -

Date de mise en ligne : mardi 19 octobre 2010

Démocratie & Socialisme

Pas un an de plus, pas un euro de moins !

Pour nos retraites : une autre voie est possible

Depuis des mois, les salariés, leurs familles, les jeunes, une majorité de la population refuse, haut et fort, la « réforme » injuste des retraites que cherche à imposer le gouvernement. Nous sommes ensemble, dans l'unité dans ce juste combat.

Avec le mouvement social en cours, nous exigeons avec force l'abandon du projet.

Nous affirmons ensemble qu'une autre voie est possible.

La gauche et les écologistes ont fait des propositions qui répondent à l'urgence et permettent de sauvegarder le système de retraite par répartition en assurant son financement. C'est un choix de société qui est posé, et qui va bien au-delà des retraites : pour la solidarité intergénérationnelle, pour l'emploi des jeunes et des seniors, pour la santé...

Les choix à faire sont clairs : il faut arbitrer autrement le partage des richesses créées dans le pays, consacrer une part plus importante pour la protection sociale, la santé, les créations d'emplois utiles. Ce n'est pas l'argent qui manque mais la répartition qui est mauvaise à l'image du bouclier fiscal, des profits boursiers ... C'est un choix à notre portée.

Ensemble nous défendons :

- ▶ Le maintien du droit à la retraite à 60 ans,
- ▶ Le niveau des pensions doit être conforté alors qu'il a baissé les réformes de 1993 et 2003 : pas de pension inférieure au SMIC
- ▶ La reconnaissance de la pénibilité des métiers, du travail posté et non pas la seule reconnaissance individuelle des gens déjà malades au départ en retraite
- ▶ La prise en compte de la situation des femmes qui peinent à atteindre leur retraite à taux plein à 60 ans
- ▶ La prise en compte de la situation des jeunes qui entrent tardivement sur le marché du travail en ouvrant la validation des années d'études, et de recherche d'emploi ...
- ▶ L'égalité des droits public-privé

Sans dramatiser la question du financement, il faut prendre en compte les causes de la crise économique mondiale, du chômage.

Les politiques d'emplois et de salaires ont des conséquences sur le financement de la protection sociale. Il faut s'attaquer à ces causes. Nous refusons de faire peser les efforts sur les salariés. Une négociation sociale sur ces questions doit être à l'ordre jour.

La France est riche. Elle est le 3ème pays au monde en nombre de millionnaires. L'actualité des stocks options, des paradis fiscaux, des exonérations fiscales devient insupportable pour tous ceux qui vivent de leur travail.

A l'Assemblée et au Sénat, comme dans le débat public, des propositions convergentes ont été faites par l'ensemble

de la Gauche :

- ▶ majorer les prélèvements sociaux sur les bonus et les stock-options, sur les retraites chapeaux,
- ▶ augmenter le forfait social sur l'intéressement et la participation,
- ▶ augmenter les cotisations basées sur les salaires,
- ▶ mettre à contribution les revenus financiers,
- ▶ etc.

Nous n'aurons de cesse de nous battre sur ces propositions.

Tout doit être remis à plat par un débat dans tout le pays : voilà le débouché politique pour aujourd'hui. C'est la seule manière de sortir par le haut de la crise sociale dont le gouvernement est le seul responsable.

Le projet Woerth, Sarkozy soutenu par le Medef met à mal la cohésion sociale, la démocratie sociale et la démocratie parlementaire. Le projet Sarkozy sur les retraites est un modèle de sa politique libérale qui va de pair avec les attaques contre le droit du travail, les services publics mais pour l'enrichissement éhonté des actionnaires : il doit être stoppé !

Les grèves et manifestations d'aujourd'hui contribuent à empêcher la mise en oeuvre d'une politique de régression sociale généralisée. Notre affirmation politique commune, dans notre diversité, est une contribution à la mobilisation citoyenne et sociale. **C'est un engagement à ouvrir ensemble une alternative.**

C'est maintenant que ça se joue !

Rouen, le 18 octobre 2010